

PRÉFET DE SAONE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bourgogne

Mâcon, le 4 juin 2014

Unité territoriale de Saône-et-Loire

Nos réf. : PC/MV200514/0149

Vos réf. :

Affaire suivie par : Patrice CHEMIN

patrice.chemin@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 03 85 21 85 00 – **Fax** : 03 85 21 85 10

Objet : Mise en place de garanties financières
pour la mise en sécurité des installations

P. J. : Projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires.

**Rapport au Conseil Départemental de l'Environnement
et des Risques Sanitaires et Technologiques**

1 – ETABLISSEMENTS

Le présent rapport concerne les établissements suivants :

Raison sociale : **APERAM STAINLESS FRANCE SAS**

Siège social : 5 rue Luigi Chérubini – 93210 La Plaine-Saint-Denis

Adresse de l'établissement : Place des Forges – 71130 Gueugnon

Activité principale : laminage et traitement d'acier.

N° S3IC : 54.1114

Raison sociale : **CIMENTS RENFORCÉS INDUSTRIES**

Siège social : rue Bahon Rault – 35 760 Saint-Grégoire

Adresse de l'établissement : Vitry-en-Charollais - BP 62 - 71602 Paray le Monial Cedex

Activité principale : fabrication de produits de couverture

N° S3IC : 54.1082

Raison sociale : **EOn**

Siège social : 5, rue d'Athènes – 75009 PARIS

Adresse de l'établissement : 20 quai de Moulins – BP 21 – 71300 Montceau-les-Mines

Activité principale : production d'électricité

N° S3IC : 54.1195

Raison sociale : **MASSILLY**

Adresse Postale : BP1 – 71250 Cluny

Adresse de l'établissement : 389, rue Pierre Bindschedler – 71250 Massilly

Activité principale : fabrication de boîtes métalliques

N° S3IC : 54.1676

Raison sociale : **METSO MINERAL**

Siège social et établissement : 41 rue de la République – 71009 Mâcon Cedex

Activité principale : construction mécanique

N° S3IC : 54.1125

Raison sociale : **CREUSOT MONTCEAU RECYCLAGE**

Siège social et adresse de l'établissement : Avenue des Ferrancins - 71210 Torcy

Activité principale : installation de tri et de traitement de déchets non dangereux

N° S3IC :253.14

Raison sociale : **EPUR CENTRE**

Siège social : 445 rue Pouilly Vinzelles - 71020 Mâcon

Adresse de l'établissement : Parc d'activités des Blattiers – 71160 Digoïn

Activité principale : installation de récupération, stockage, tri et transfert de déchets

N° S3IC : 247.46

Raison sociale : **ONYX EST**

Siège social : rue Haspelschied - 57223 Bitche

Adresse de l'établissement : 306 rue de la Croix Saccard - 71000 Mâcon

Activité principale : installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux

N° S3IC : 54.1123

Raison sociale : **SITA CENTRE EST**

Siège social : Le Gerland Plaza 19 rue Pierre-Gilles de Gennes 69007 Lyon

Adresse de l'établissement : Zone de Ligerval - rue de la Brosse Virot - 71600 Digoïn

Activité principale : centre de tri de déchets de collecte sélective

N° S3IC : 54.2440

Raison sociale : **SRA SAVAC**

Siège social : 93 rue Jacquard – 69516 Vaulx en Velin

Adresse de l'établissement : 72 rue de Nancy – 71300 Montceau les Mines

Activité principale : installation de transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels

N° S3IC : 54.1078

2 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le code de l'environnement (articles L.516-1 et L.516-2 et articles R.516-1 à R.516-6) fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations soumises à la directive Seveso « seuil haut », a été étendue par le décret n°2012-633 du 3 mai 2012. L'article R.516-1 5° fixe dorénavant l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité (en application des dispositions des articles R.512-39-1 et R.512 46 25) de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de ce décret sont applicables depuis le 1er juillet 2012.

Deux arrêtés ministériels du 31 mai 2012 définissent :

- la liste des installations visées (en fonction des rubriques Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation, associées à des seuils) et le planning de mise en œuvre pour les installations existantes ;
- les modalités de calcul de ces garanties financières.

Pour les installations existantes soumises au titre de l'annexe I et de la première colonne de l'annexe II de l'arrêté du 31 mai 2012, les garanties financières doivent être constituées à hauteur de 20% dans un délai de deux ans à compter du 1er juillet 2012, soit au 1er juillet 2014. *(Nota : pour les installations existantes soumises au titre de la deuxième colonne de l'annexe II de l'arrêté du 31 mai 2012, la constitution de 20% du montant est à réaliser au 1er juillet 2019).* L'arrêté prévoit également un échancier de constitution progressive des garanties financières à compter de ces dates.

Pour mémoire, lorsque le montant des garanties financières est inférieur à 75 000€TTC, l'exploitant n'a pas l'obligation de consigner les sommes correspondantes. Dans ce cas une lettre préfectorale actant le calcul réalisé sera transmise à l'exploitant.

3 - SITUATION ADMINISTRATIVE

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, les sociétés précitées sont concernées par les rubriques suivantes :

Société	Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinea
Calcul dont le montant des garanties financières est supérieur à 75 000 euros		
APERAM STAINLESS France Gueugnon	1111 (*)	Emploi ou stockage de substances ou préparations très toxiques.
	2565	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique.
CIMENTS RENFORCÉS INDUSTRIES Vitry en charollais	2940 – 2a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.
EOn Montceau-les-Mines	2910	Combustion
MASSILLY Massilly	2940	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.
METSO MINERAL Mâcon	2940 – 2a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.
CREUSOTMONTCEAU RECYCLAGE Le Creusot	2714 - 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.
	2782	Installations mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux autres que ceux mentionnés aux rubrique 27180 et 2781.
EPUR CENTRE Digoin	2713 - 1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.
	2714 - 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.
	2718 - 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.
	2791 - 1	Installation de traitement de déchets non dangereux.
ONYX EST Mâcon	2714 - 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.
SITA CENTRE EST Digoin	2714 - 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.
SRA SAVAC Montceau-les-Mines	2718 - 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.
	2790 1 b	Installation de traitement de déchets dangereux.

(*) établissement déjà soumis à garanties financières en application du 3° du IV de l'article R 516-2 du Code de l'Environnement l'article L 515-8 (établissement AS).

Les calculs des montants des garanties financières applicables ont été fournis par les sociétés et a fait l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées au regard des hypothèses retenues par l'exploitant comparées aux données définies dans l'arrêté préfectoral réglementant le site notamment en fonction des quantités de déchets susceptibles d'être présente. Ces éléments sont repris dans le tableau ci-après :

Société	Déchets dangereux	Déchets non dangereux	Déchets inertes	Montant garanties financières calculé
Calcul dont le montant des garanties financières est supérieur à 75 000 euros				
APERAM STAINLESS France Gueugnon	2190 t	600 t	-	1 113 123 €
CIMENTS RENFORCÉS INDUSTRIES Vitry en Charollais	~ 800 t	~ 25 t	-	192 048 €
Eon Montceau-les-Mines	20 t	-	-	324 857 €
MASSILLY Massilly	~ 16,5 t	~ 20 t	-	150 357 €
METSO MINERAL Mâcon	~ 83 t	~ 30 t	~ 24 t	147 094 €
CREUSOT MONTCEAU RECYCLAGE Le Creusot	12 t	4015 t	-	230 052 €
EPUR CENTRE Digoïn	44 t	90 t		81 111 €
SITA CENTRE EST Digoïn	-	265 t	-	88 207 €
ONYX EST Mâcon	1,4 t	850 t		170 620 €
SRA SAVAC Montceau-les-Mines	430 t			267 426 €

4 - PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à M. le préfet de Saône-et-Loire de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables aux établissements visés au point 1 du présent rapport, tel que précisé au point 3.

Nous proposons au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable aux différentes propositions jointes au présent rapport.

<p>Rédacteur</p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p> <p>Signé</p> <p>Marc LESCOUET</p>	<p>Vérificateur et approbateur</p> <p>Le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire</p> <p>Signé</p> <p>Patrice CHEMIN</p>
---	---